Le “J’Accuse” de Villiers, épisode 2 : “La remigration est aussi vieille que l’immigration, inutile de hurler comme des pangolins écorchés !”

écrit par Christine Tasin | 20 décembre 2020

Nous avons publié il y a quelques jours la présentation, par François des Groux, de la série de six interviews accordées à *Valeurs Actuelles* par Philippe de Villiers ainsi que la première partie, aussi roborative et caustique que les deux suivantes.

Inflexible et méprisante envers les Français de cœur, intraitable avec les patriotes, féroce avec les catholiques, la République devenue putain de l’islam et traitée comme une chienne par tous les migrants et gauchos de la terre me dégoûte parfois tant que j’en viens à regretter la monarchie d’antan. Celle, évidemment, des grands rois ayant fait la France.

Évidemment, on pourra toujours dénoncer les odieux privilèges et le comportement de la noblesse envers gueux, vilains et serfs*. Mais certains de nos républicains modernes n'agissent pas mieux avec *« les gens qui ne sont rien »*. N'empêche que sur les champs de bataille, la noblesse d'épée ne manquait pas de bravoure et de panache.

En 2020 pareillement, un fier seigneur vendéen guerroie contre l'Europe de Maastricht, la gauche pourrie et le macronisme dégénéré. Savourez l'implacable réquisitoire du vicomte Philippe Le Jolis de Villiers de Saintignon envers la « gouvernance » du petit bourgeois Emmanuel le poudré.

C'est brillant, jouissif, un vrai régal !

*Le droit de justice des grands féodaux s'exerçait aussi implacablement contre leurs vassaux ou les petits nobliaux : oyez l'histoire du Sire de Coucy et des trois jeunes étudiants de Flandre ou des frères d'Aulnay…

Le "J'Accuse" de Villiers : "Nous sommes gouvernés par une bande d'amateurs : nous vivons en Absurdistan"

PAR Charlotte d'Ornellas et Geoffroy Lejeune
Sous le crachin vendéen, Philippe de Villiers a décidé d'accorder à *Valeurs actuelles* un grand entretien, divisé en six épisodes plus explosifs les uns que les autres. Sur fond de Covid, d'immigration, d'islam, le fondateur du Puy du Fou nous livre une partie de sa pensée, avec des formules bien à lui, et dresse un long réquisitoire contre les maux de l'époque.

Pour lira la première interview, c'est ici :

https://resistancerepublicaine.com/2020/12/18/quand-philippe-le-jolis-de-villiers-de-saintignon-dezingue-emmanuel-le-poudre/

.

Le second volet est clair, net et précis. Il dénonce

l’arnaque des promesses d’expulsion que le gouvernement se sait incapable de réaliser, ligoté par les traités européens et internationaux ; il dénonce également le mythe des “chances pour la France” inventé par Stasi…

De Villiers a le courage de dire ce que nous nous tuons à dire, sur Résistance républicaine : *l’immigration est une malchance pour la France, elle l’est démographiquement, économiquement, culturellement.*

Et il donne un coup de pied dans la fourmilière des faussaires, menteurs et autres faux historiens en démontrant que la France n’a jamais été un pays d’immigration avant le XXème siècle, en citant le livre de l’ancien directeur de l’immigration, Leschi.

Quant aux solutions, elles sont simples à mettre en oeuvre si on le veut. Encore faut-il le vouloir…*Si nous voulons faire face, il faut d’abord arrêter la vague, ensuite réformer l’État de droit, enfin imposer la civilisation française, reconquérir les territoires perdus et dissoudre les écosystèmes islamistes. […] Il faut évidemment mettre fin au regroupement familial et couper les pompes aspirantes comme l’aide médicale de l’État (AME). L’AME, c’est 1 milliard d’euros par an. Imaginez que l’on transforme ce milliard précieux en lits de réanimation, il n’y a plus besoin de confiner…*

Et le mot de la fin : *Quand il n’y aura plus rien, pour les conquérants, à conquérir, les conquérants repartiront.*

Le “J’Accuse” de Villiers, épisode

2 : “La remigration est aussi vieille que l’immigration : inutile de hurler comme des pangolins écorchés !”

Valeurs actuelles. Après l’assassinat de Samuel Paty, le ministre de l’Intérieur a annoncé vouloir expulser 231 islamistes étrangers. Que vous inspire cette décision ?
Philippe de Villiers. Grand diseux, petit faiseux… C’est de la gonflette. Quand on nous assure que l’on va expulser tous les étrangers radicaux, c’est une plaisanterie. On ne l’esquissera que par une gesticulation symbolique. Pour une raison simple : en supposant qu’on ait le courage de le faire, les traités que nous avons signés, les conventions qui nous lient, la jurisprudence des juges nous ligote. Pour être très concret, à titre de simple illustration, je vous citerai l’article 19 de la Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne, qui empêche Gérald Darmanin d’agir : *« Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux qu’il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d’autres peines ou traitements inhumains ou dégradants. »* Le ministre de l’Intérieur est donc un petit Gulliver empêtré. Au moment où il expulse une poignée d’étrangers radicaux, on peut lire dans la presse qu’une expulsion trois fois prononcée n’a jamais été exécutée – celle qui concernait l’imam de Pontoise, jugé pour apologie du terrorisme.
Depuis cinquante ans, se sont accumulés les obstacles à l’action régalienne… La start-up nation est en fin de cycle, elle se débat dans un tourbillon d’écume, en laissant prospérer une trilogie fatale : le bâillon, le couvre-feu et la décapitation. Cette sémantique du désastre qui fait les titres de notre quotidien scelle l’échec d’une politique de Bisounours qui, depuis cinquante ans, vivent dans leur petit monde d’inculture et de Playmobil. Ils ont tout simplement oublié, comme disait Raymond Aron de Giscard : *« Il ne savait pas que l’histoire est tragique. »*

Le peuple français se réveille avec la gueule de bois et nos

hommes politiques nourrissent leur propre impuissance, mais ils l'habillent d'éloquence essouflée et de tartarinades. Ils nous cachent qu'ils suivent toujours les objurgations des lits de justice de l'État de droit. Or, s'ils continuent à lui obéir tel qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire tel que la loi est interprétée et revisitée par les juges, il ne se passera rien. Rien pour régler le problème de l'invasion migratoire, rien pour endiguer l'islamisme, rien pour faire reculer le terrorisme. La mer monte, ce sera bientôt peut-être, hélas, une mer de sang.

D'où vient l'inertie sur la question de l'immigration ?

De très loin… Quand j'étais dans la vie publique, j'ai entendu le même discours pendant quarante ans. Ce discours qui date des années soixante-dix avait été inauguré par un brave homme, un centriste démocrate-chrétien, devant lequel tous les hommes politiques de l'aggiornamento, de la "démocratie avancée" faisaient la génuflexion oblique des dévots pressés et respectueux : feu Bernard Stasi, une sorte de saint d'hémicycle. Il a commis un livre au succès foudroyant, qui est devenu parole d'évangile pour les hommes politiques de droite et de gauche : L'*immigration est une chance pour la France.*

Giscard avait entrepris de *« décrisper »*. Alors, on décrispa les flux. Il fallait suivre la nouvelle Bible. Il fallait que nous autres, hommes politiques, acceptions ce principe de l'immigration reçue comme une bénédiction, une régénération. Ce premier aphorisme en cachait un autre : *« la France est de tout temps un pays d'immigration. »* Troisième aphorisme : *« Les chiffres de l'immigration sont stables dans la durée »* et dire le contraire revient à *« déclencher des haines »*. Le bon peuple, obéissant aux cléricatures, a cru tout cela.

Et nous voilà en 2020. Premièrement, nous constatons que l'immigration est une malchance pour la France, elle l'est démographiquement, économiquement, culturellement. Nous sommes pris au piège, en voie de colonisation. Il suffit de se promener dans la rue, le changement est visible à l'œil nu… Inutile de faire des gloses ou d'aller chercher des statistiques, de toute façon interdites dans notre pays. Nous

ne sommes plus tout à fait chez nous. On nous regarde de travers.

Deuxièmement, il faut dire et redire que la France n'a jamais été un pays d'immigration, avant le XXe siècle. Elle a commencé à l'être en 1914, avec des Polonais, des Italiens et des Portugais qui venaient de la même civilisation chrétienne que nous. Et, malgré tout, d'après l'historien Pierre Milza, 1 million d'Italiens sur les 3 millions d'immigrés de la Botte sont repartis de l'autre côté des Alpes parce qu'ils ne s'adaptaient pas.

Troisièmement, la stabilité des chiffres est une illusion. À ce sujet, je crois que tout a basculé il y a quelques jours. Le 19 novembre 2020, un livre d'une grande précision scientifique a été publié par Didier Leschi [*Ce grand dérangement, l'immigration en face*, Gallimard, NDLR]. Ce préfet n'est autre que le directeur général de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration, il sait donc de quoi il parle. Visiblement, il n'en peut plus et fait son coming out du grand dérangement. Ce livre a été accueilli par un silence poli, tout le monde a baissé les yeux. Je vais donc citer quelques chiffres : 274 000 nouveaux titres de séjour en 2019, dont 90 000 liés à l'immigration familiale. À quoi il faut ajouter 100 000 immigrés clandestins et 178 000 demandeurs d'asile, dont 80 % au minimum ne retourneront pas dans leur pays. Il m'est souvent arrivé de regarder mon ami Éric Zemmour à la télévision se faire écharper à chaque fois qu'il affirmait dans les débats qu'il y avait 450 000 entrées par an dans le pays. Encore récemment contre Cambadélis… Et pourtant, c'est la stricte réalité : c'est une ville de Bordeaux qui entre chaque année en France, et c'est encore un tabou que de le dire. Nos élites ne supportent pas la vérité parce qu'elles veulent garder à leur service du petit personnel pas cher pour réceptionner les sushis et passer l'aspirateur sur le tapis persan du vestibule…

Quels remèdes proposez-vous ?

Nous vivons un enchaînement fatal dans la souffrance à travers les épreuves successives de la claustration et de la violence

de rue. Nous payons les lâchetés d'une classe politique qui n'a plus la fibre française. Nous sommes devenus des fabricants de terreau terroriste qui cherchent le bon désherbant. Si nous voulons faire face, il faut d'abord arrêter la vague, ensuite réformer l'État de droit, enfin imposer la civilisation française, reconquérir les territoires perdus et dissoudre les écosystèmes islamistes. Petit progrès de la rhétorique, Emmanuel Macron a récemment dit qu'il y avait peut-être un lien entre l'immigration et le terrorisme… ce que nous disons depuis trente ans ! Si on veut mettre fin à l'invasion migratoire, il faut fermer les frontières. Je rappelle que la France a refusé de contrôler ses frontières au moment de la Covid, préférant imposer des frontières domestiques, imposant à chaque confiné de se faire le douanier du virus. Qu'est-ce qu'une frontière ? Une barrière. Et lorsque nous n'avons plus de barrières extérieures, nous inventons les "gestes frontières". Le masque est une frontière entre les visages. On ferme les fenêtres de l'âme alors qu'on tient grandes ouvertes les barrières régaliennes. C'est insensé…

Tant que l'on ne rétablira pas les contrôles aux frontières – comme le font la plupart des pays qui se protègent contre l'immigration et la Covid –, on subira la submersion. Ensuite, il faut mettre fin à l'asile tel qu'il se pratique aujourd'hui, de manière totalement dévoyée. L'asile est une vieille tradition qui est née dans les monastères. On ne doit l'accorder que dans des cas très particuliers. On ne peut protéger la misère du monde entier, d'autant plus qu'on sait bien que l'Afrique est la salle d'attente de la grande migration à venir.

Il faut évidemment mettre fin au regroupement familial et couper les pompes aspirantes comme l'aide médicale de l'État (AME). L'AME, c'est 1 milliard d'euros par an. Imaginez que l'on transforme ce milliard précieux en lits de réanimation, il n'y a plus besoin de confiner…

Que pensez-vous du concept de remigration ?

C'est un concept aujourd'hui diabolisé, dans un débat aseptisé. C'est pourtant ce qu'ont vécu beaucoup d'Italiens,

de Portugais ou de Polonais qui avaient du vague à l'âme en France après-guerre, parce qu'ils avaient le mal du pays. La remigration est aussi vieille que l'immigration : inutile de hurler comme des pangolins écorchés ! Lorsque l'on parle de reconduite à la frontière, il s'agit d'une remigration. Forcée. Si la France décide d'avoir une politique offensive pour stopper les flux migratoires – ce qui veut dire couper les flux pour gérer le stock –, alors la remigration deviendra une vraie solution, avec un pécule à la clé, pour ceux qui ne veulent pas accepter les lois et les mœurs de la France. Je vais vous dire mieux que cela : si on décide d'abandonner la repentance et les "accommodements mutuels" et de réinstaller en France notre civilisation – c'est-à-dire notre histoire et nos fiertés, notre art de vivre, notre langue, en appliquant le principe contraignant et vital de l'assimilation, la remigration se fera d'elle-même. Quand il n'y aura plus rien, pour les conquérants, à conquérir, les conquérants repartiront.